



FR

CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

ANNEXE 2

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel 2021 en faveur de la République du Bénin

Document d'action Projet d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin

PLAN D'ACTION ANNUEL 2021

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action/la mesure au sens de l'article 23, paragraphe 2, du règlement IVCDI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

| | |
|---|--|
| 1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base | Projet d'appui à l'entrepreneuriat au Bénin Numéro CRIS/référence opérationnelle OSPYS: NDICI AFRICA/2021/43-155 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI - Europe dans le monde) |
| 2. Initiative 'Team Europe' | Oui L'action s'inscrit dans le cadre de l'Initiative Équipe Europe « Croissance durable et emploi pour les jeunes » au Bénin |
| 3. Zone bénéficiaire de l'action | L'action sera menée à l'endroit suivant : République du Bénin |
| 4. Document de programmation | Programme indicatif pluriannuel (PIP 2021-2027) pour le Bénin |
| 5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés | L'action proposée est en ligne avec l'objectif spécifique n° 2 « Promouvoir la création d'emplois décents pour une dynamisation de l'économie nationale » du domaine prioritaire 3 du PIP (DP3 : « société sûre et prospère »). Elle contribue aux résultats : R1 « Croissance économique inclusive durable accrue avec des moyens de subsistance améliorés et des emplois décents (emplois plus nombreux et de meilleure qualité) » et R2 « (amélioration de l'environnement des affaires à travers un dialogue public-privé régulier et) » et R3 « dispositifs publics et privés offrant des services adaptés aux entreprises pour améliorer la compétitivité de l'économie ». |
| DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES | |
| 6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs | Domaine prioritaire n° 3 : « Société sûre et prospère » du PIP pour le Benin 2021-2027 et code secteur DAC 321 (Entreprises et autres services). |
| 7. Objectifs de | ODD principal (1 uniquement): 8 (travail décent et croissance économique). |

| | | | | |
|---|---|-------------------------------------|--|--|
| développement durable (ODD) | Autres ODD importants: 1 (pas de pauvreté), 5 (égalité entre les sexes) et 12 (consommation et production durables). | | | |
| 8 a) Code (s) CAD | Code DAC 321 – Politique de l'industrie et gestion administrative et Développement des Petites et moyennes entreprises - 80% Code DAC 113 – Éducation secondaire - 20% | | | |
| 8 b) Principal canal de distribution @ | Gouvernement tiers (coopération déléguée) - 13000 | | | |
| 9. Objectifs de dépenses¹ | <input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance | | | |
| 10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD) | Objectif politique général @ | Non ciblé | Objectif significatif | Principal objectif |
| | Développement de la participation/bonne gouvernance | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Aide à l'environnement @ | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Développement du commerce | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Réduction des risques de catastrophe @ | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Inclusion de personnes handicapées @ | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Alimentation @ | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Marqueurs de la convention de Rio | Non ciblé | Objectif significatif | Principal objectif |
| | Biodiversité @ | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Lutte contre la désertification @ | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Atténuation du changement climatique @ | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Adaptation au changement climatique @ | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 11. Marqueurs internes et Tags: | Objectifs politiques | Non ciblé | Objectif significatif | Principal objectif |
| | Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> |

| | | | | |
|--|---|-------------------------------------|--|--|
| | création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques | | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> |
| | Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> |
| | Migration (méthodologie en cours de développement) | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement) | <input type="checkbox"/> | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| | Covid-19 | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET | | | | |
| 12. Montants concernés | Ligne budgétaire (s) (article, item): BGUE-B2021-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé: EUR 33 500 000 Montant total de la contribution du budget de l'UE : EUR 8 500 000 Cette action est cofinancée par l'Agence française de développement (AFD) pour un montant de 25 000 000 EUR Etats membres souhaitant contribuer à l'Initiative Équipe Europe Bénin « Croissance durable et emploi pour les jeunes »: Allemagne ; Belgique; France; Pays-Bas. Il est également attendu un soutien de la Banque européenne d'investissement (BEI). | | | |
| GESTION ET EXÉCUTION | | | | |
| 13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)² | – Gestion indirecte : avec l'Agence française de développement (AFD) – Gestion directe : attribution des « Prix » | | | |

1.2 Résumé de l'Action

Le Gouvernement béninois s'est résolument orienté vers la transformation structurelle de l'économie. Pour ce faire plusieurs réformes ont été engagées et la Loi cadre des petites et moyennes entreprises (PME) promulguée en 2020 vient fixer le cadre institutionnel de soutien aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Cette action accompagnera le dispositif existant afin de diversifier et d'améliorer la qualité de l'offre de services financiers et non-financiers aux entreprises pour en assurer l'autonomie financière et favoriser la création d'emploi décent, durable et local.

Le renforcement des capacités de l'écosystème institutionnel en faveur de l'entrepreneuriat est un préalable pour l'amélioration de l'offre de services d'appui à l'entrepreneuriat (SAE) existante, qui se fera à travers la mise en place d'un guichet unique. L'action permettra d'appuyer de manière significative les initiatives du Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (MPME-PE) ainsi que de ses agences (Agence de Développement de l'Entrepreneuriat des Jeunes (ADEJ) et Agence Nationale des Petites et Moyennes Entreprises (ANPME)), afin de déployer une politique publique coordonnée d'appui à l'entrepreneuriat. L'accompagnement financier et non financier se fera à deux niveaux (jeunes entreprises et PME à fort potentiel) et sera soumis à un

² Art. 27 NDICI

dispositif d'évaluation/suivi sur les aspects transversaux (environnement et genre) adapté et performant.

L'action est alignée aux objectifs du domaine 3 du PIP (Société sûre et prospère) qui portent sur le développement du secteur privé béninois et la création d'emplois décents pour une dynamisation de l'économie nationale et plus concrètement, le renforcement des capacités des structures compétentes pour la promotion du secteur privé afin d'améliorer le dispositif de services offerts aux entreprises. Cette action vise à offrir des services adaptés pour améliorer la compétitivité de l'économie et soutenir l'entrepreneuriat pour une croissance économique inclusive et durable.

L'action concerne principalement l'ODD 8 (travail décent et croissance économique), ainsi que d'autres ODD tels que le n° 1 (pas de pauvreté), 5 (égalité entre les sexes) et 12 (consommation et production durables), à travers les codes DAC 321 – Politique de l'industrie et gestion administrative et Développement des Petites et moyennes entreprises à ratio de 80% et le code DAC 113 – Éducation secondaire à 20%.

L'action va contribuer au Plan d'action Genre III 2021-2025³, plus spécifiquement à l'objectif thématique spécifique: "Les femmes, dans toute leur diversité, disposent d'un accès renforcé aux possibilités d'entrepreneuriat, y compris d'entrepreneuriat social, et aux moyens de subsistance alternatifs, et participent davantage à l'économie verte et circulaire".

Dans la cadre de l'Initiative Équipe Europe « Croissance durable et emploi pour les jeunes » qui porte essentiellement sur l'appui à l'éducation et la formation technique et professionnelle (ETFP) ainsi que l'appui au développement du secteur privé et au numérique, ce projet sera complété par des appuis européens (BE, DE, FR, et NL) et des banques de développement sur la mise en place de normes sanitaire et phytosanitaires (SPS) et environnementales; le développement de l'offre privée de conseil agricole; l'appui aux modes de financement existants (tel que le Fonds National pour le Développement de l'Agriculture) et innovants; la formation ; le renforcement les chaînes de valeur ; et l'accès aux marchés.

Contributions à l'Initiative Équipe Europe Bénin « Croissance durable et emploi pour les jeunes »: Allemagne 126 000 000 EUR ; Belgique 25 000 000 EUR; France 61 000 000 EUR; Pays-Bas 70 000 000 EUR et Banque européenne d'investissement (BEI) 19 000 000 EUR.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

Après avoir été réélu en avril 2021, le président Patrice Talon restera au pouvoir jusqu'à 2026. Il a promis de poursuivre les réformes économiques et sociales initiées depuis 2016 et de décrier la tension sociopolitique dans le pays. Le Bénin semble s'en être mieux tiré que de nombreux autres pays pendant la pandémie de COVID-19, en partie grâce à des mesures sanitaires efficaces. La croissance économique devrait s'accélérer en 2022 après avoir atteint 2,3% en 2020 principalement grâce à la production agricole, dont le coton et le cajou, qui continueront à tirer l'économie. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action du Gouvernement (PAG 2016-2021), l'action proposée s'appuie sur la forte volonté politique du gouvernement d'avancer dans les réformes en cours autour du développement du secteur privé, de l'entrepreneuriat, des petites et moyennes entreprises et d'un environnement des affaires incitatif dans lequel le secteur privé est appelé à jouer un rôle crucial. L'action est en ligne avec la vision stratégique de l'UE de soutenir le secteur privé et d'attirer des investissements. Elle est également alignée sur les priorités de l'Agenda 2030 et le Consensus européen pour le développement, en particulier les dimensions « Personnes » et « Prospérité » et intègre des éléments jeunesse, égalité des sexes et investissement/commerce. L'action est aussi en phase avec la stratégie globale de l'UE pour l'Afrique et notamment les aspects relatifs à l'appui au secteur privé et la création d'emploi durable et décent. Elle s'inscrit dans la continuité des appuis précédents et consolide la position de l'UE dans ce secteur.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

L'économie béninoise et son écosystème entrepreneurial sont marqués par des faiblesses structurelles importantes

³ JOIN (2020)17 final of 25.11.2020.

et l'action envisagée renforcera le secteur privé et les relations/dialogue avec l'État. La politique publique d'appui à l'entrepreneuriat est encore faible et la gouvernance dans ce domaine floue par manque d'un ancrage institutionnel fort. Par conséquent, l'offre existante de services financiers et non financiers aux MPME est souvent déployée de manière fragmentée et pas toujours adaptée à leurs besoins. De plus, les services offerts aux entreprises présentent des disparités territoriales significatives et pas nécessairement appuyées sur le réseaux d'acteurs des régions pour assurer un impact uniforme sur le territoire national.

Les quatre contraintes majeures au développement des MPME sont : i) le sous-développement de l'entrepreneuriat (surtout des femmes et des jeunes des deux sexes) dans les secteurs porteurs de croissance durable ; ii) l'inadéquation du cadre de financement des MPME et la difficulté d'accès au crédit (surtout pour les femmes) ; iii) l'absence d'infrastructures et des dispositifs coordonnés d'appui pour les entreprises en croissance ; et iv) les entraves d'accès au marché. Ce projet cible principalement les trois premiers défis.

La nouvelle loi cadre sur la PME (mars 2020) apporte des nouveautés significatives, vise à structurer et à coordonner l'action publique dans le secteur et représente une vraie opportunité de changement du secteur. La loi précise la définition des MPME en fonction de leur chiffre d'affaires (CA) et définit les grandes lignes de politique publique à adopter pour faciliter leur émergence. Dans ce contexte, plusieurs dispositifs publics et initiatives privées d'appui à l'entrepreneuriat ont vu le jour pour mieux répondre aux besoins de développement des MPME mais le besoin d'une meilleure coordination s'avère nécessaire.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Les principales parties prenantes de l'action sont les titulaires d'obligations: le Ministère des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi (MPME-PE), l'Agence de Développement de l'Entrepreneuriat des Jeunes (ADEJ) et l'Agence Nationale des Petites et Moyennes Entreprises (ANPME). Le MPME-PE a un mandat stratégique renouvelé et important et aura un rôle central et coordinateur dans la mise en œuvre de ce projet. Les capacités techniques et opérationnelles des agences et des structures privées d'appui à l'entrepreneuriat restent limitées.

L'ADEJ et l'ANPME ont été retenues comme maîtrises d'ouvrage déléguée (MOD) car elles sont des agences sous tutelle de la maîtrise d'ouvrage (MOA) et leur bras opérationnel pour appuyer l'entrepreneuriat des jeunes et des PME, les deux cibles du projet:

- L'ADEJ (Agence de Développement de l'Entrepreneuriat des Jeunes) est l'une des deux agences publiques sous la tutelle du MPME-PE. Elle a été créée en 2020, en remplacement du FNPEEJ (Fonds National de Promotion de l'Entreprise et de l'Emploi des Jeunes), une structure qui finançait directement les jeunes entreprises et qui a connu des dysfonctionnements importants. L'ADEJ a un mandat large de soutien à l'entrepreneuriat, avec pour objectif de promouvoir, former, mettre en relation, soutenir et suivre des MPME, à la seule condition que celles-ci soient portées par des jeunes entre 18 et 45 ans. Basée à Cotonou, elle prévoit de développer trois antennes régionales dans le Nord, le Centre et le Sud. Son budget est entièrement financé par l'État. Son modèle stratégique, basé sur le faire faire en collaboration avec de nombreux acteurs, a été développé mais n'a pas été encore entièrement opérationnalisé, justifiant d'un renforcement de compétence dans le cadre du projet. L'agence disposait en décembre 2020 de 36 salariés.
- L'ANPME (Agence Nationale des Petites et Moyennes Entreprises) est la seconde agence publique sous la tutelle du MPME-PE. Agence publique depuis 2008. Elle dispose d'un mandat large, qui inclut la coordination et la rationalisation des actions en faveur des MPME ou le soutien à la mise en œuvre de mesures d'incitation. Elle a pour objectif de densifier le tissu entrepreneurial et rendre compétitives les MPME béninoises tout en favorisant la création d'emploi et l'autonomisation des jeunes et des femmes. Basée à Cotonou, elle dispose de 6 départements régionaux. Son budget, quasi exclusivement financé par l'État, était de 364 000 000 FCFA pour l'année 2021. L'ANPME offre des services non financiers aux PME, en particulier d'appui conseil et de renforcement de capacités : assistance fiscale, accompagnement à la formalisation, formations en gestion d'entreprise, réalisation de diagnostics spécifiques en vue d'un renforcement de capacités, appui à la recherche de financement, accompagnement dans les démarches qualité, programmes de transformation des entreprises, assistance à la commande publique. L'ANPME a déjà accompagné de nombreuses PME. Depuis 2017, plus de 4 000 PME ont été identifiées, 2 600 diagnostiquées, 815 formées et 200 accompagnées. Elle connaît bien le terrain des PME et est la seule agence à disposer d'un mandat large et fort sur ce sujet. Toutefois, ses capacités opérationnelles et ses

ressources restent limitées au regard de l'ampleur du mandat et demande à être renforcées.

Le secteur privé : Les associations professionnelles, les organisations d'employeurs, les syndicats, les organismes privés d'appui à l'entrepreneuriat (y compris les organisations des jeunes et des femmes entrepreneurs), ainsi que les institutions financières et les organisations de la société civile (OSC) en générale, seront étroitement associés à la dynamique et impliqués dans la mise en œuvre de l'action. Le mécanisme de sélection et désormais la sélection effective des organismes seront faits par un diagnostic approfondi des besoins de services d'appui effectué au stade de l'instruction détaillée du projet.

Les partenaires publics identifiés qui pourront être privilégiés selon les activités du projet sont les suivants (ils seraient susceptibles d'être également maîtrisés d'ouvrage déléguée sur certaines sous-composante du projet) :

- L'ADSC (Agence de Développement de Sémé City) est une agence publique sous la tutelle de la Présidence de la République. Créée en 2017, elle a pour but de contribuer à développer un écosystème entrepreneurial en regroupant au sein d'un même lieu entrepreneurs, chercheurs et étudiants. L'ADSC développe actuellement 6 programmes d'accompagnement à l'entrepreneuriat au sein de son incubateur INCUBIMA, ainsi que des activités d'animation de son écosystème entrepreneurial. Son siège social est basé à Cotonou mais l'agence vise le développement à l'échelle nationale en créant 3 campus / tiers-lieux, qui doivent être situés à Cotonou, Sèmè-Podji et Parakou. Son budget 2019 était de 4 600 000 FCFA. L'ADSC développe des programmes de pré-incubation, d'incubation et d'accélération, composés de services non financier (accompagnement personnalisé et en groupe, formations, etc.) et de services financiers plus limités aujourd'hui mais qu'il est prévu d'augmenter. L'ADSC a établi un grand nombre de partenariats, avec par exemple Epitech, PWC, Sorbonne Université ou Groupe des Écoles Centrales. L'agence a aussi déjà travaillé plusieurs fois avec des partenaires techniques et financiers. Elle interviendra dans l'accompagnement des entreprises à caractère innovant.
- La CCIB (Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin), créée en 1908, est une agence publique sous la tutelle du Ministère de l'Industrie et du Commerce. Centre de Services de référence des opérateurs économiques, la CCIB est chargée de représenter les intérêts communs de toutes les entreprises des secteurs commercial, industriel et de service ; d'assurer le renforcement des capacités des entrepreneurs, et d'apporter un appui technique et stratégique aux entreprises. Elle peut également adopter des mesures de régulations dans certaines filières économiques tant qu'elles respectent les lois et règlements en vigueur. Conformément aux textes légaux, toutes les entreprises créées au Bénin sont systématiquement membres de l'institution consulaire et désignent leurs représentants pour siéger à l'Assemblée Consulaire. Ses ressources proviennent notamment des cotisations annuelles obligatoires des opérateurs économiques et des produits des formations et autres prestations offertes aux entreprises. Elle est présente dans les 6 régions du pays. Ces missions se déclinent en trois axes : (i) l'information et l'orientation, (ii) l'appui-conseil et la défense, (iii) la gestion de missions d'intérêt public, reçues par délégation de la part des pouvoirs publics. La CCIB a notamment développé une offre de services couvrant tous les niveaux d'entrepreneuriat à travers divers programmes que sont : (i) l'information, les rencontres thématiques, le parcours de l'entrepreneur, les journées pays ; (ii) les activités de soutien à la qualité des services et produits, le mentorat, les rendez-vous mensuels d'experts, le réseautage pour les entreprises en phase d'amorçage ; (iii) le programme d'accélérateur pour les entreprises en phase de croissance et de maturité. La CCIB souhaite prochainement mettre en place un guichet d'information et d'orientation avec l'Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEX). Enfin, la Chambre souhaite abonder le Fonds National de Garantie et d'Assistance aux Petites et Moyennes Entreprises (FONAGA) pour renforcer les services financiers proposés par le fond. La CCIB est volontaire, représentative, étendue territorialement, et dispose d'unités fonctionnelles de contrôle (suivi-évaluation, audit, passation de marchés, etc.). Elle dispose toutefois de peu de données économiques, de peu de compétences techniques et des ressources financières limitées. Dans le cadre de la restructuration institutionnelle en cours des outils publics d'appui à l'entrepreneuriat, il est prévu que le CePEPE (Centre de Promotion et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises) devienne une agence publique rattachée à la CCIB pour en devenir le bras opérationnel dans les activités d'accompagnement des MPME, qui serait susceptible à son tour d'intervenir dans le cadre du projet.

Les bénéficiaires finaux (titulaires de droits) sont les entrepreneurs (en particulier les jeunes des deux sexes et les femmes) et les MPME béninoises. Le projet cible les entreprises émergentes et existantes, ayant des besoins d'accompagnement financiers et/ou non financiers identifiables, ayant un projet de développement spécifique, et

présentant un important potentiel de création d'emplois décents et de création de valeur ajoutée locale. Pour des raisons de gestion du niveau de risque et de gestion opérationnelle, les entreprises en phase de pré-amorçage ne sont pas incluses dans le projet pour le moment.

La composante 2 mise en œuvre par l'ADEJ ciblera plus spécifiquement les jeunes entreprises créées par des promoteurs (-rices) âgées de moins de 40 ans tandis que la composante 3 mise en œuvre par l'ANPME ciblera plus spécifiquement les PME déjà formalisées, au CA compris entre 70 000 000 et 1 000 000 000 de FCFA, présentant un projet de développement au potentiel de création d'emplois décents et de valeur ajoutée mesurable et qualifiable, et sur lequel un double accompagnement non-financier et financier aura un effet accélérateur.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de contribuer à la création et au développement de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) inclusives et durables, créatrices d'emplois vertes, décents et génératrices de valeur ajoutée locale.

Les objectifs spécifiques/résultats de cette action sont les suivants:

OS1 Renforcer les capacités de l'écosystème institutionnel en faveur de l'entrepreneuriat :

P1.1 Un Guichet d'orientation des entrepreneurs est opérationnel.

P1.2 Les Service d'Appui aux Entreprises (SAE) impliqués dans le projet sont renforcées dans leurs capacités.

P1.3 Le MPME-PE, ADEJ et ANPME (parmi autres) sont renforcés dans leurs capacités.

OS2 Les jeunes entreprises sont appuyés par l'opérationnalisation d'un dispositif d'accompagnement financier et non financier avec une attention spéciale aux celles dirigés par femmes :

P2.1 Un dispositif d'appui financier et non financier plus performant et adapté est proposé aux jeunes entreprises.

P2.2 Un dispositif évaluation/suivi des enjeux environnementaux, climatiques, sociaux et de genre performant et adapté est mis en œuvre auprès des jeunes entreprises.

OS3 La compétitivité des PME à fort potentiel est renforcé par un appui financier et non financier :

P3.1 Des PME à fort potentiel sont identifiées/accompagnées dans leur développement (services financiers et services non financiers) et appuyé dans leurs efforts de modernisation.

P3.2 Un dispositif évaluation/suivi des enjeux environnementaux, climatiques, sociaux et de genre performant et adapté est mis en œuvre auprès des PME bénéficiaires (entreprise à fort potentiel de croissance).

L'Initiative Équipe Europe au Bénin « Croissance durable et emploi pour les jeunes », vise le développement du tissu entrepreneurial, et la création d'emploi décent et verte, avec une attention particulière au secteur de l'agriculture se fera par l'accompagnement et promotion des politiques publiques pour le développement de l'entrepreneuriat et du secteur privé, en particulier celui des très petites, petites et moyennes entreprises (TPE-PME), afin de structurer le tissu économique béninois et appui à l'installation des nouvelles entreprises dans la cadre des dispositifs existants. Ceci sera complété par des appuis spécifiques dans: i) la promotion de l'entrepreneuriat (surtout des jeunes des deux sexes et des femmes) notamment dans les filières à fort potentiel de croissance à déterminer, et ii) la promotion de la création d'emplois décents et verts et des standards internationaux du travail et de la sécurité sociale, en consultation avec les partenaires sociaux ; et iii) l'appui spécifique à la création d'emplois dans le secteur agricole ciblé sur les jeunes des deux sexes et les femmes, centré sur la diversification, la valorisation des systèmes de culture, et l'exploitation durable des ressources naturelles, agricoles et forestières - y compris par la promotion de l'agroécologie et de l'adaptation au changement climatique, en ligne avec les objectifs du Bénin en termes de mitigation et adaptation (Contribution Déterminée au niveau national). Ce projet sera complété par des appuis européens (BE, FR, DE et NL) dans différents domaines dont les allocations restent à confirmer.

L'engagement de la contribution de l'UE aux Initiatives Équipe Europe prévues dans ce plan d'action annuel sera complété par d'autres contributions des partenaires de l'Équipe Europe. Il est sujet à la confirmation formelle de la contribution significative de chacun des partenaires aussi tôt que possible. Dans le cas où les Initiatives Équipe Europe et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE peut continuer en dehors du cadre des Initiatives.

3.2 Activités indicatives

Le projet est structuré dans les composantes et activités suivantes :

Composante 1 : Renforcement des capacités de l'écosystème institutionnel en faveur de l'entrepreneuriat

Pour la réalisation de l'OS 1, cette composante renforcera les capacités de l'écosystème institutionnel en faveur de l'entrepreneuriat par une meilleure coordination des dispositifs d'appui et d'orientation des bénéficiaires vers les institutions à même de répondre plus efficacement à leurs divers besoins notamment de formation, de financement et d'accès à de nouveaux marchés. Les activités suivantes sont développées pour sa réalisation.

Activité 1.1 contribuant au Produit 1.1 : Opérationnalisation d'un Guichet unique d'orientation des entreprises/entrepreneurs

Un Guichet unique sera développé et aura un rôle d'orientation à destination des PME et des jeunes femmes et hommes entrepreneurs pour les orienter vers les acteurs susceptibles de répondre à leurs besoins spécifiques. Un appui technique sur du renforcement de capacité sera déployé : formations, compétences RH, question genre (i.e. : plan d'égalité pour les entreprises et lutte contre le harcèlement sexuelle), enjeux environnementaux et climatiques, respect aux principes directeurs aux entreprises et droits humains, organisation, analyses et études. Le projet pourrait également à ce titre appuyer la conception et la mise en œuvre du système d'information du dispositif du guichet unique. Le guichet unique n'aura aucun rôle de coordination/animation ni de capitalisation des politiques publiques en matière d'appui à l'entrepreneuriat.

Activité 1.2 contribuant au Produit 1.2 : Renforcement des capacités et accompagnement des services d'appui aux entreprises (SAE)

Cette activité permettra d'identifier les services d'appui aux entreprises (SAE) de l'écosystème pour ensuite renforcer leurs capacités (RC) par une assistance technique dédiée, dans une logique du faire-faire afin de répondre au besoin observé de montée en compétences des acteurs privés, semi-publics ou associatifs actifs dans l'accompagnement non financier aux entreprises.

Activité 1.3 contribuant au Produit 1.3 : Renforcement des capacités du MPME-PE et des agences (ADEJ et ANPME)

Déploiement auprès de ces structures d'une assistance technique (AT) adéquate qui leur donnera les moyens techniques et les compétences indispensables à la bonne exécution opérationnelle du projet et à l'atteinte des objectifs. Ce dispositif sera piloté par la cellule de suivi et de coordination et élaboré à partir d'un audit organisationnel.

Activité 1.4 contribuant aux Produits 1.1, 1.2 et 1.3 : Suivi et coordination globale du projet (coordination horizontale)

Une cellule légère de pilotage et de suivi sera mise en place par le MPME-PE et directement rattachée au Cabinet du Ministre des PME-PE afin d'assister le MPME-PE dans ces tâches d'implémentation et de pilotage du projet et d'assurer la cohérence stratégique des interventions, leur qualité technique et leur suivi/évaluation, la coordination technique et financière, et de piloter l'assistance technique.

Par les ressources financières mise à disposition par ce co-financement AFD-UE, cette composante sera directement mise en œuvre par le MPME-PE en tant que MOA.

Composante 2 : Appui au développement des jeunes entreprises

Pour la réalisation de l'OS 2, cette composante contribuera à densifier le tissu économique local par un accompagnement adapté des jeunes entreprises avec une attention spéciale aux entreprises dirigées par des femmes. Il s'agira notamment d'accompagner la mise en place d'un mécanisme d'identification, d'appui et d'incubation des jeunes entreprises et MPME. L'ADEJ, nouvellement mise en place, pourrait constituer l'ancrage d'une telle démarche. Les activités suivantes sont développées pour sa réalisation.

Activités contribuant au Produit 2.1 :

2.1.1: Appui non financier aux jeunes entreprises

Une opérationnalisation de tous les processus nécessaires pour l'octroi et le suivi de services non financiers (SnF) à des jeunes entreprises est déployée. À cet effet, une analyse genre sectorielle sur l'entrepreneuriat est envisagée.

Les SnF incluent la sensibilisation, l'orientation, le diagnostic, la formation et l'accompagnements personnalisés et sont délivrés directement par l'ADEJ ou indirectement via des partenaires opérationnels tels que l'Agence de Développement de Sémé-city (ADSC), le Centre de Promotion et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises (CePEPE) ou autres d'autres partenaires identifiés comme pertinents. L'ADEJ travaillera également avec la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) pour sélectionner un ensemble de SAE partenaires.

2.1.2: Appui financier aux jeunes entreprises

Les services financiers (SF) seront délivrés par un ou plusieurs acteur(s) financiers (banques publiques ou privées, Institution de Micro-Finance, fonds d'appui) à travers un appel à propositions. Les jeunes entreprises en phase d'amorçage pourront recevoir des subventions d'amorçage tandis que pour les jeunes entreprises en phase de croissance, les instruments financiers à privilégier sont les subventions et les avances remboursables. Les procédures à utiliser feront l'objet d'un partenariat opérationnel entre le MPME-PE, son ou ses partenaires opérationnels et la structure qui délivrera les services financiers.

Activité 2.3 contribuant au Produit 2.2 : Un dispositif évaluation/suivi des aspects environnementaux, sociaux et de genre

Un dispositif est déployé au sein du programme pour intégrer ces aspects dans les processus d'identification, de sélection et d'accompagnement des jeunes entreprises (avec un scoring positif pour les entreprises présentant des meilleures pratiques en matière d'enjeux environnementaux, sociaux et genre). Les entreprises bénéficiaires seront sensibilisées sur ces aspects.

Par les ressources financières mises à disposition par ce co-financement AFD-UE, cette composante sera mise en œuvre par l'ADEJ en tant que MOD.

Composante 3 : Appui aux PME à fort potentiel

Afin de renforcer la compétitivité et d'appuyer la modernisation des entreprises existantes, à fort potentiel, en stimulant l'émergence de champions nationaux (OS3), cette composante vise à soutenir les entreprises existantes dans leurs efforts de modernisation afin de faire face aux nouveaux défis commerciaux, sociaux et environnemental, au plan national et international. Les activités suivantes sont développées pour sa réalisation.

Activités contribuant au Produit 3.1

3.1 : Appui non financier aux PME à fort potentiel

Opérationnaliser tous les processus nécessaires pour l'octroi et le suivi de services non financiers (SnF) à des PME à fort potentiel présentant un projet de développement. Les SnF délivrés seront, de façon générique, les mêmes que pour la composante 2⁴, moins la sensibilisation et l'orientation, car ces entreprises présentent une certaine maturité en matière de développement. Les entreprises innovantes de cette catégorie seront orientées et suivies par l'ADSC tandis que les autres seront orientées et suivies par le CePEPE et/ou d'autres SAE sélectionnés au démarrage du projet. Un principe de partage des coûts des SnF est retenu pour cette catégorie d'entreprises. La logique de ce partage de coûts et ses modalités pratiques feront l'objet de recommandations lors du cadrage opérationnel du projet. L'ANPME travaillera avec la CCIB afin de sélectionner un ensemble de SAE prestataires pour l'accompagnement non-financier des PME

3.2: Appui financier aux PME à fort potentiel

Opérationnaliser tous les processus nécessaires pour l'octroi et le suivi de SF à des PME à fort potentiel présentant un projet de développement. Les PME à fort potentiel accompagnées par l'ANPME et ses partenaires opérationnels seront sélectionnés pour bénéficier d'appuis financiers, sous forme d'avances remboursables, soit des prêts directs aux entreprises, sans garantie ni intérêts, de montants indicatifs compris entre 30 000 000 et 250 000 000 FCFA (45 735 EUR – 381 122 EUR). Ces appuis seront portés par le(s) même(s) acteur(s) financier(s) que pour la composante 2, octroyés à travers un appel à propositions et selon un processus d'identification, d'instruction, de sélection et de suivi similaire, précisé lors du cadrage opérationnel de l'étude de faisabilité.

⁴ Diagnostics des entreprises (stratégique, organisationnel et financier), formations groupées spécifiques, accompagnement personnalisé, élaboration et suivi de plans de développement et plans d'investissement, facilitation de l'accès au financement bancaire et/ou aux services financiers du projet, suivi-post financement et conseil en gestion et coaching/mentoring.

3.3: Allocation des prix (en gestion direct par l'UE)

Il est prévu d'avoir une allocation financière de 600 000 EUR pour l'attribution des prix pour promouvoir des PME compétitives, à fort potentiel de croissance ou génératrices d'emploi durable et vert, ou très performants dans la prise des mesures en matière de protection de l'environnement ou adaptation aux changements climatiques, ou d'être très innovatif dans son domaine (p.e. en application des solutions numériques) et en lien avec l'objectif spécifique (OS3) de l'action. Ces prix visent à stimuler l'écosystème entrepreneurial existant. D'autre part ces prix permettront une visibilité UE très explicite dans le cadre de la diplomatie économique et l'appui au secteur privé.

Le mécanisme et critères de sélection seront déterminés en consultation avec les États membres opérants dans la thématique d'appui au secteur privé au Bénin.

Activité 3.4 contribuant au Produit 3.2: Un dispositif évaluation/suivi des aspects environnementaux, sociaux et de genre

Un dispositif est déployé au sein du programme pour intégrer ces aspects dans les processus d'identification, de sélection et d'accompagnement des PME (avec un scoring positif pour les entreprises présentant des meilleures pratiques en matière d'enjeux environnementaux, sociaux et genre). Les PME seront sensibilisées sur ces aspects.

Par les ressources financières mise à disposition par ce co-financement AFD-UE, cette composante sera mise en œuvre par l'ANPME en tant que maîtrise d'ouvrage délégué (MOD).

La mise en œuvre de toutes ces activités sera supervisée ou en partie exécutée directement par l'AFD dans le cadre de l'Initiative Équipe Europe « Croissance durable et emploi pour les jeunes ».

Le projet identifiera des synergies et de la complémentarité avec les autres initiatives de l'AAP 2021 pour faire en sorte que les entreprises appuyées par des financements européens soient suivies de manière compréhensive.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES)

Le criblage EES a conclu qu'aucune autre action n'était requise.

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

Le projet prévoit l'intégration des enjeux environnementaux et sociaux dans les politiques publiques d'appui aux entreprises ainsi que dans les activités de formation et sensibilisation concernant les jeunes et les femmes. Plus concrètement, un volet de l'Assistance technique assurera l'intégration des enjeux environnementaux, climatiques et sociaux dans les processus stratégiques et opérationnels des agences (ADEJ et ANPME) et d'autres institutions bénéficiaires. Afin d'atteindre les objectifs spécifiques du projet en termes d'impact environnemental, climatique et social, le projet devra accompagner une meilleure prise en compte de ces éléments dans les stratégies et les modalités d'intervention des parties prenantes. Il est attendu que cet accompagnement permettra de :

- Renforcer des compétences internes autour des aspects environnementaux, climatiques et sociaux
- Développer et mettre en œuvre un Système de Gestion d'évaluation/suivi environnemental, climatique et social
- Catégoriser les différents projets selon une méthodologie environnementale, climatique et sociale identifiée
- Organiser ou participer aux missions de Due Diligence environnementales, climatiques et sociales
- Rédiger les clauses environnementales, climatiques et sociales à intégrer dans la documentation des projets
- Organiser des formations pour les entreprises bénéficiaires du dispositif
- Assurer un suivi régulier (y compris visites) auprès des entreprises

Les dimensions environnementales et sociales seront intégrées dans la sélection des entreprises bénéficiaires du

projet. Les entreprises ayant des engagements effectifs en matière d'enjeux environnementaux (y compris d'adaptation aux changements climatiques) et sociaux seront donc considérées comme prioritaires pour bénéficier des appuis financiers et non-financiers. Ces critères seront définis lors du cadrage opérationnel du projet.

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques

L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire)

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés dans la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'action tiendra compte de la dimension genre car l'entrepreneuriat féminin est un enjeu crucial pour créer de l'emploi décent et durable. Plus concrètement, un volet de l'Assistance technique assurera l'intégration des enjeux genre dans les processus stratégiques et opérationnels des agences (ADEJ et ANPME) et d'autres institutions bénéficiaires. Afin d'atteindre les objectifs spécifiques du projet en termes de réduction des inégalités de genre, le projet devra accompagner une meilleure prise en compte de ces éléments dans les stratégies et les modalités d'intervention des parties prenantes. Il est attendu que cet accompagnement permettra de :

- Renforcer des compétences internes autour des aspects genre et droits humains ;
- Catégoriser les différents projets selon une méthodologie genre identifiée ;
- Rédiger les clauses genre à intégrer dans la documentation financière des projets ;
- Organiser des formations pour les entreprises bénéficiaires du dispositif ;
- Assurer un suivi régulier (y compris visites) auprès des entreprises ;
- Améliorer l'accès des femmes, dans toute leur diversité, aux services et produits financiers ;
- Améliorer l'accès renforcé des femmes aux possibilités d'entrepreneuriat, y compris d'entrepreneuriat social, et aux moyens de subsistance alternatifs.

La dimension genre sera intégrée dans la sélection des entreprises bénéficiaires du projet. De quotas pourront être établies au démarrage du projet, le cas échéant. Des entreprises dont la dirigeante ou actionnaire principale est une femme (entrepreneuriat féminin) ou des entreprises impactant de manière significative la réduction des inégalités de genre (entrepreneuriat pro-genre) seront des critères à utiliser lors de la sélection d'entreprises bénéficiaires des appuis. L'action ciblera également des femmes et dans la mesure du possible des jeunes en situation de vulnérabilité.

Les activités envisagées dans les différents volets sont en phase avec le Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes GAP III (2021-2025) et le Plan de mise en œuvre au niveau national (CLIP Benin – de son sigle en anglais (Country Level Implementation Plan), spécifiquement le domaine d'engagement 3 qui concerne les droits économiques et sociaux et l'autonomisation des femmes. Cette action vise à améliorer leur accès aux ressources financières et productives et leur implication dans le tissu entrepreneurial du pays, en ligne également avec les priorités de la Feuille de Route Société Civile et concrètement, l'appui à la société civile dans son rôle d'accompagnement des femmes et des jeunes pour leur insertion économique.

Droits de l'homme

L'action va contribuer à la réalisation des droits humains, spécialement le droit au travail décent et une vie digne par la création et développement de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) inclusives et durables, créatrices d'emplois décent et génératrices de valeur ajoutée locale.

Une attention particulière y sera accordée lors de la mise en œuvre des activités, favorisant une approche inclusive dans la planification des interventions et maximisant la participation des femmes, des jeunes des deux sexes. L'action appliquera une approche basée sur les droits humains et assurera l'application des 5 principes opérationnels : transparence, participation, redevabilité, non-discrimination et respect de tous les droits humains dans toutes les activités.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D1. Cela implique que le projet envisagé doit tenir compte de la dimension handicap et qu'une étude sur l'entrepreneuriat des personnes handicapées pourrait être envisagée.

Démocratie

Pas pertinent pour cette action

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Pas pertinent pour cette action

Réduction des risques de catastrophes

Pas pertinent pour cette action

Autres considérations, le cas échéant

Pas pertinent pour cette action

3.4 Risques et enseignements tirés

| Catégorie | Risques | Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible) | Impact (Haut/ Moyen/ Faible) | Mesures d'atténuation |
|---------------------------|--|---|---------------------------------------|---|
| 1 Environnement externe | Risque 1 : L'environnement sécuritaire au Bénin se détériore. | Moyenne | Haut | Les forces de sécurité maintiennent la stabilité sur le territoire national. |
| 3 Acteurs et organisation | Risque 2 : Fragmentation institutionnelle, multiplication du nombre d'acteurs et doublons des fonctions d'appui à l'entrepreneuriat. | Haute | Moyen | Suivi rapproché de l'application de la Loi Cadre sur les PME permettant de clarifier les rôles et d'assurer la synergie entre les acteurs de l'écosystème, à savoir notamment le MPME-PE et ses agences sous tutelle (ADEJ, ANPME), la CCIB (et le CEPEPE) et l'ADSC. |
| 3 Acteurs et organisation | Risque 3 : Capacité interne limitée dans les structures d'appui à l'entrepreneuriat. | Haute | Moyen | Objet de cette action : Le projet travaillera précisément pour mitiger ce risque par une identification des besoins et le déploiement des mesures de renforcements ciblés |
| 3 Acteurs et organisation | Risque 4 : Faible volonté du secteur financier local d'investir dans l'économie productive dans une vision mi- terme. | Haute | Haut | Implication active du secteur financier béninois dans la mise en œuvre des activités. |
| 2 Planning et processus | Risque 5 : Manque de transparence des processus de passation de marchés locaux. | Moyenne | Faible | Capitalisation des acquis techniques et opérationnels des précédents projets, notamment du Projet d'Appui au Renforcement des Acteurs du Secteur Privé (PARASEP) |
| 2 Planning et processus | Risque 6 : fraude et corruption. | Faible | Haut | Application des principes opérationnels d'une approche basée sur les droits humains (respect de tous les droits humains, participation, non-discrimination, |

| | | | | |
|-------------------------|---|--------|-------|---|
| | | | | redevabilité et transparence). |
| 2 Planning et processus | Risque 7 : Mise en œuvre inefficace de l'action due à la lourdeur des procédures opérationnelles. | Faible | Moyen | La souplesse des procédures AFD permet de travailler de manière efficace en appui aux opérateurs économiques. |

Leçons tirées :

Le secteur public a pris conscience de l'importance du secteur privé pour le développement économique et la dynamique de collaboration se met en place progressivement entre les autorités et les opérateurs économiques. L'UE a financé des projets d'appui au secteur privé au Bénin et l'expérience indique que les futurs appuis doivent cibler les acteurs économiques jeunes disposant de potentiel. Pour cette raison la présente action se focalise sur l'entrepreneuriat et les MPME individuelles et pas sur les chaînes de valeur contrairement à de l'approche filière classique. L'appui direct aux entreprises fourni par le passé a fait preuve d'efficacité et cette approche reste encore d'actualité, avec comme bémol que les subventions directes aux entreprises doivent être toujours complétées par des services d'accompagnement permettant de construire des projets bancables et rentables sur le moyen terme. Pour ce faire les entreprises appuyées par le projet privilégient donc de l'appui technique et financier direct.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est axée sur les TEI et basée sur le renforcement des capacités des acteurs économiques via l'amélioration des services financiers en non-financiers du dispositif public et privé en place. Il s'agit d'apporter aux acteurs (entrepreneurs et MPME) des outils pour mieux répondre à leurs besoins afin de créer de la croissance inclusive et de l'emploi décent. L'approche est participative et basée sur les droits humains et vise la durabilité des actions entreprises au-delà de la durée du projet et l'amélioration de conditions de vie des personnes. L'attention est portée sur l'impact direct et mesurable en termes de création d'activité économique, de croissance inclusive et d'emploi décents pour les hommes et les femmes ainsi que les jeunes de deux sexes.

La logique d'intervention sous-jacente à cette action repose sur quatre principes:

- Arrimage du projet au projet gouvernemental sur la politique publique d'appui à l'entrepreneuriat.
- Projet géré par le secteur public mais avec forte implication de l'écosystème public/privé d'appui à l'entrepreneuriat.
- Logique du 'faire faire' (en d'autres termes, la provision de tous outils pour permettre l'implémentation par ses propres capacités), avec une attention particulière à l'internalisation de compétences « terrain » et l'autonomisation des femmes.
- Couplage de services financiers et non financiers, délivrés par des acteurs différenciés et impliquant une forte mobilisation des institutions financières.

Cette intervention pour la promotion de l'entrepreneuriat et le renforcement du secteur privé se concentre sur la compétitivité des entreprises béninoises et la création d'emploi décent localement. L'appui aux secteurs prioritaires du Programme d'Action du Gouvernement (PAG) tels que l'agriculture, le tourisme, l'économie numérique et l'économie du savoir sera privilégié, mais le projet restera ouvert aux entreprises de tous secteurs, y compris ceux relatifs aux priorités du Pacte Vert de l'Union européenne et de l'Accord de Paris du Climat. En parallèle, l'accompagnement et la promotion des politiques publiques pour le développement de l'entrepreneuriat et du secteur privé, en particulier celui des MPME, sera crucial afin de structurer le tissu économique béninois et l'appui à l'installation des nouvelles entreprises dans la cadre des dispositifs existants.

Pour tout ce qui précède et avec le but d'assurer la cohérence interne de l'intervention, il a été convenu que les actions du projet soient structurées autour de deux idées principales : i) Contribuer au développement, à la compétitivité et à la modernisation des initiatives entrepreneuriales existantes à travers l'accès au financement et un accompagnement dédié aux PME avec attention particulière aux secteurs à haut potentiel notamment le tourisme, le numérique et l'agro-alimentaire; ii) Renforcer les capacités des acteurs et soutenir les réformes visant à consolider un écosystème institutionnel favorable aux entreprises.

Le projet aura une dimension territoriale qui permettra à toute entreprise béninoise éligible, quelle que soit sa situation géographique, de bénéficier des services de ce programme d'appui à l'entrepreneuriat. Le mécanisme et critères de sélection des entreprises seront précisés dans une phase ultérieure de l'instruction des détails du projet mais prenant compte des aspects environnementaux, climatiques et sociaux. Les modalités opérationnelles de ce maillage territorial seront précisées mais un appui sur le réseau des chambres régionales de commerce, d'artisanat et d'agriculture est déjà envisagé.

Afin d'atteindre les objectifs/résultats spécifiques de l'action, les principales hypothèses à considérer incluent : i) La situation sécuritaire et sanitaire continue à être stable permettant l'émergence d'activités économiques viables ; ii) Le cadre politique et institutionnel reste stable ; iii) L'ADEJ et l'ANPME finalisent leurs processus de structuration respectifs pour la bonne exécution du programme, et sont dotées annuellement par l'État des moyens à même d'assurer leur fonctionnement et leur développement ; iv) Les SAE partenaires et prestataires disposent des capacités financières et humaines nécessaires pour réaliser les missions qui leur sont confiées; et v) La communication entre les partenaires est fluide, transparente et de bonne foi.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

| Résultats | Chaîne de résultats (@): | Indicateurs (@): | Valeurs de référence (valeurs et années) | Valeurs cibles (valeurs et années) | Sources de données | Hypothèses |
|---------------|---|--|--|---|--|--------------------------|
| Impact | Contribuer à la création et au développement au Bénin de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) inclusives et durables, créatrices d'emplois pérennes et vert, et génératrices de valeur ajoutée locale. | 1. Nombre MPME accompagnées par le programme (services non-financiers et financiers) % dirigés par femmes * et ** et *** 2. Nombre de MPME financées par le programme (services financiers uniquement) % dirigées par femmes * et ** et *** 3. Nombre d'emplois verts et décents des MPME bénéficiaires (créés et maintenus) ** 4. Taux de mortalité des MPME bénéficiaires sur la durée du programme | 1. 0 (2021) 2. 0 (2021) 3. 0 (2021) 4. 0 (2021) | 1. 545 (2026) 2. 120 (2026) 3. et 4. À déterminer au démarrage du projet | 1. Statistiques nationales 2. Dispositif de suivi et évaluation du programme (MPMEPE, et auprès de l'ADEJ/ANPME) 3 et 4. Évaluation d'impact à mi-parcours et fin de programme | <i>Pas d'application</i> |

| | | | | | | |
|------------------------------|---|---|---|---|---|--|
| Objectif spécifique 1 | Renforcer les capacités de l'écosystème institutionnel en faveur de l'entrepreneuriat | 1.1 Nombre de SAE partenaires du programme 1.2 Volumes des services financiers octroyés par les institutions financières sélectionnés dans le cadre du programme 1.3 Volumes d'heures de formation réalisées par les SAE partenaires du programme 1.4 Évolution du nombre de MPME bénéficiant des services des institutions partenaires du programme et SAE à 3 ans et 6 ans * et *** % dirigés par femmes | 1.1. 0 (2021) 1.2. 0 (2021) 1.3. 0 (2021) 1.4. 0 (2021) | À déterminer au démarrage du projet | 1.1 Statistiques nationales 1.2 Dispositif de suivi et évaluation du programme (MPMEPE, et auprès de l'ADEJ/ANPME) 1.3 et 1.4 Évaluation d'impact à mi-parcours et fin de programme | <ul style="list-style-type: none"> - La situation sécuritaire et sanitaire continue stable permettant l'émergence d'activités économiques viables - Le cadre politique et institutionnel reste stable - Le Ministère de l'agriculture (MOA), les MOD et les partenaires travaillent en bonne intelligence, de façon réactive et transparente, sur la base d'obligations réciproques clairement définies |
| Objectif spécifique 2 | Densifier le tissu économique local par un accompagnement financier et non financier des jeunes entreprises | 2.1 Nombre de MPME accompagnées par le programme % dirigés par femmes * et *** 2.2 Nombre de MPME financées par le programme % dirigés par femmes ** et *** 2.3 Nombre de MPME bénéficiaires d'un accompagnement (SF ou SNF) formalisées pendant le programme % dirigés par femmes * et ** et *** 2.4 Évolution du taux de mortalité des jeunes entreprises accompagnées par le programme 2.5 Évolution du chiffre d'affaires des jeunes entreprises accompagnées ou financées par le programme | 2.1. 0 (2021) 2.2. 0 (2021) 2.3. 0 (2021) 2.4. 0 (2021) 2.5. 0 (2021) | 2.1 Environ 425 jeunes entreprises (2026) 2.2 Environ 75 jeunes entreprises (2026) 2.3 Au moins 180 jeunes entreprises (2026) 2.4 et 2.5 À déterminer au démarrage du projet | 2.1, 2.2 et 2.3 Dispositif de suivi et évaluation du programme (avec catégorisation des MPME: géographique, développement, social inclusive business, portées par des femmes, etc.) 2.4 Évaluation d'impact du programme à 3 ans et à terme 2.5 Statistiques nationales | <ul style="list-style-type: none"> - L'ADEJ finalise son processus de structuration (offre, organisation interne), conduit adéquatement les changements organisationnels nécessaires à la bonne exécution du programme, et est dotée annuellement par l'État des moyens à même d'assurer son fonctionnement et son développement - Les SAE prestataires disposent des capacités financières et humaines nécessaires pour réaliser les missions qui leur sont confiées - Les manuels de procédure ont fait l'objet d'une co-construction avec les partenaires impliqués dans le projet qui mettent toutes les ressources pour réaliser dans les délais les missions qui leur sont confiées - La communication entre les partenaires est fluide, transparente, de bonne foi, et chacun déploie ses meilleurs efforts pour la réalisation des objectifs, partagés, du programme |

| | | | | | | |
|------------------------------|---|--|--|--|---|--|
| Objectif spécifique 3 | Renforcer la compétitivité et appuyer la modernisation des PME existantes à fort potentiel, en stimulant l'émergence de champions nationaux | <p>3.1 Nombre de PME accompagnées par le programme % dirigés par femmes * et ** et ***</p> <p>3.2 Nombre de PME financées par le programme % dirigés par femmes **et ***</p> <p>3.3 Nombre de PME bénéficiaires d'un accompagnement (SF ou SNF) formalisées pendant le programme % dirigés par femmes * et **et***</p> <p>3.4 Évolution du taux de mortalité des PME accompagnées par le programme</p> <p>3.5 Évolution du chiffre d'affaires des PME accompagnées ou financées par le programme</p> | <p>3.1. 0 (2021)</p> <p>3.2. 0 (2021)</p> <p>3.3. 0 (2021)</p> <p>3.4. 0 (2021)</p> <p>3.5. 0 (2021)</p> | <p>3.1. Environ 120 (2026)</p> <p>3.2 Environ 70 (2026)</p> <p>3.3, 3.4 et 3.5 À déterminer au démarrage du projet</p> | <p>3.1 Dispositif de suivi et évaluation du programme (avec catégorisation des MPME: géographique, développement, social inclusive business, portées par des femmes, etc.)</p> <p>3.2 Évaluation d'impact du programme à 3 ans et à terme</p> | <ul style="list-style-type: none"> - L'ANPME finalise son processus d'audit organisationnel et de restructuration, conduit adéquatement les changements organisationnels nécessaires à la bonne exécution du programme, et est dotée annuellement par l'État des moyens à même d'assurer son fonctionnement et son développement - Les SAE partenaires disposent des capacités financières et humaines nécessaires pour réaliser les missions qui leur sont confiées - Les manuels de procédure ont été suffisamment partagés et co-construits pour emporter l'adhésion de tous les partenaires qui mettent toutes les ressources pour réaliser dans les délais les missions qui leur sont confiées - La communication entre les partenaires est fluide, transparente, de bonne foi, et chacun déploie ses meilleurs efforts pour la réalisation des objectifs, partagés, du programme |
| Produit 1 lié à OS1 | 1.1 Un Guichet d'orientation des entrepreneurs est opérationnel | 1.1.1 Nombre d'entrepreneurs orientés par le Guichet unique sur la durée du programme % dirigés par femmes *** | 1.1.1 0 (2021) | À déterminer au démarrage du projet | Dispositif de suivi et évaluation du programme | <ul style="list-style-type: none"> - Le projet de Guichet Unique du gouvernement est clairement défini, avec une stratégie énoncée et validée, un dispositif de mise en œuvre opérationnelle en ordre de marche, des ressources humaines et financières dimensionnées et disponibles |
| Produit 2 lié à OS1 | 1.2 Les SAE impliqués dans le projet sont renforcés dans leurs capacités | 1.2.1 Nombre de missions de renforcement de capacités conduites pour les SAE partenaires sur la durée du programme | 1.2.1 0 (2021) | À déterminer au démarrage du projet | Dispositif de suivi et évaluation du programme | <ul style="list-style-type: none"> - La ressource humaine (compétences techniques et managériales des cadres des partenaires, compétences adéquates pour l'assistance technique) est disponible, en place ou sur le marché |

| | | | | | | |
|--------------------------------|--|---|--|---|--|---|
| Produit 3 lié à OS1 | 1.3 Le MPME-PE, ADEJ et ANPME (parmi autres) sont renforcées dans leurs capacités | 1.3.1 Nombre de missions de renforcement de capacités reçues par les MOD et le MPME-PE (MOA) sur la durée du programme 1.3.2 Publication des rapports de missions d'assistance technique | 1.3.1 0 (2021) 1.3.2 0 (2021) | À déterminer au démarrage du projet | Dispositif de suivi et évaluation du programme | - La ressource humaine (compétences techniques et managériales des cadres des agences, compétences adéquates pour l'assistance technique) est disponible, en place ou sur le marché |
| Produit 1 lié à OS2 | 2.1 Un dispositif d'appui financier et non financier performant et adapté est proposé aux jeunes entreprises | 2.1.1 Nombre de jeunes entreprises, des entreprises en phase d'amorçage et des entreprises en phase de croissance accompagnées sur la durée du programme % dirigés par femmes *et *** 2.1.2 Nombre de missions/formations/prestations délivrées auprès des jeunes entreprises bénéficiaires (par an, par entreprise, au total) % dirigés par femmes *** 2.1.3 Nombre de jeunes entreprises sur la durée du programme avec suivi du taux de remboursement de l'avance remboursable pour cette catégorie d'entreprise. 2.1.4 Nombre d'institutions financières participant au dispositif d'appui financier | 2.1.1 0 (2021) 2.1.2 0 (2021) 2.1.3 0 (2021) 2.1.4 0 (2021) | 2.1.1 Environ 425 (2026) 2.1.2 et 2.1.1 À déterminer au démarrage du projet 2.1.2 3(2026) | Dispositif de suivi et évaluation du programme | Néant |

| | | | | | | |
|--------------------------------|--|--|---|-------------------------------------|--|-------|
| Produit 2 lié à OS2 | 2.2 Un dispositif environnementaux et sociaux (E&S) et Genre performant et adapté est mis en œuvre auprès des jeunes entreprises | <p>2.2.1 Nombre de jeunes entreprises sensibilisées et/ou formées aux problématiques E&S, Climat et Genre et aux ODDs % dirigés par femmes ***</p> <p>2.2.2 Nombre de jeunes entreprises disposant et déployant un plan d'actions E&S et/ou un plan d'actions Genre % dirigés par femmes ***</p> <p>2.2.3 Accès accru des femmes aux services et produits financiers et aux ressources productives ***</p> <p>2.2.4 Meilleur accès des femmes aux opportunités d'entrepreneuriat ***</p> | <p>2.2.1 0 (2021)</p> <p>2.2.2 0 (2021)</p> <p>2.2.3 0 (2021)</p> <p>2.2.4 0 (2021)</p> | À déterminer au démarrage du projet | Dispositif de suivi et évaluation du programme | Néant |
| Produit 1 lié à OS3 | 3.1 Des PME à fort potentiel sont identifiées et accompagnées dans leur développement par un service financier et non financier personnalisé | <p>3.1.1 Nombre de PME accompagnées par l'ANPME et ses partenaires sur la durée du programme % dirigés par femmes *et***</p> <p>3.1.2 Nombre de missions/formations/prestations délivrées auprès des PME bénéficiaires (par an, par entreprise, au total)</p> <p>3.1.3 Nombre de PME qui reçoivent un financement % dirigés par femmes **et***</p> <p>3.1.4 Taux de remboursement de l'avance remboursable pour cette catégorie d'entreprise.</p> | <p>3.1.1 0 (2021)</p> <p>3.1.2 0 (2021)</p> <p>3.1.3 0 (2021)</p> <p>3.1.4 0 (2021)</p> | À déterminer au démarrage du projet | Dispositif de suivi et évaluation du programme | Néant |

| | | | | | | |
|--------------------------------|---|---|--|-------------------------------------|--|-------|
| Produit 2 lié à OS3 | 3.2 Un dispositif E&S et Genre performant et adapté est mis en œuvre auprès des PME bénéficiaires | 3.2.1 Nombre de PME sensibilisées et/ou formées aux problématiques E&S et Genre et aux ODDs (annuel, total) % dirigés par femmes *** 3.2.2 Nombre de PME disposant et déployant un plan d'actions E&S et/ou un plan d'actions Genre (annuel, total) % dirigés par femmes *** 3.2.3 Accès accru des femmes aux services et produits financiers et aux ressources productives *** 3.2.4 Meilleur accès des PME des femmes aux opportunités d'entrepreneuriat *** | 3.2.1 0 (2021) 3.2.2 0 (2021) 3.2.3 0 (2021) 3.2.4 0 (2021) | À déterminer au démarrage du projet | Dispositif de suivi et évaluation du programme | Néant |
|--------------------------------|---|---|--|-------------------------------------|--|-------|

Note 1: Les indicateurs marqués avec * sont en phase avec le *R3 II Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien des dispositifs d'appui existants* du MIP Benin.

Note 2: Les indicateurs marqués avec ** sont en phase avec le liste EURF mise à jour et les ODDs et concrètement avec : i) Nombre de petits exploitants bénéficiant d'interventions soutenues par l'UE, dans le but d'accroître leur production durable, leur accès aux marchés et / ou la sécurité foncière (ODD2) ; ii) Nombre de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) appliquant des pratiques de consommation et de production durables avec le soutien de l'UE (ODD12) ; iii) Nombre de bénéficiaires ayant accès à des services financiers avec le soutien de l'UE: (a) entreprises, (b) particuliers (tous les services financiers), (c) particuliers (services financiers numériques) (ODD8) ; et iv) Nombre: (a) d'emplois, (b) d'emplois "verts", soutenus/maintenus par l'UE (ODD 8).

Note 3 : Les indicateurs marqués avec *** sont alignées sur le *Gender Action Plan* (GAP III).

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République du Bénin.

4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 84 mois à compter de la date de conclusion d'une convention de financement adoptée par la Commission de cette Décision de financement. La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Mise en oeuvre de la composante relative à l'appui budgétaire [uniquement pour l'appui budgétaire] NA

4.4 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE⁵.

4.4.1 Gestion directe (prix)

- a) Object du prix: Il est prévu d'avoir une allocation financière de € 600.000 pour l'allocation des prix pour promouvoir des PME compétitives, à fort potentiel de croissance ou génératrices d'emploi durable, en lien avec l'objectif spécifique (OS3) de l'action. Ces prix visent à stimuler l'écosystème entrepreneurial existant. D'autre part ces prix permettront une visibilité UE très explicite dans le cadre de la diplomatie économique et l'appui au secteur privé.
- b) Type de participants ciblés: acteurs économiques et spécifiquement des PME.
- c) Référence spécifique aux prix d'une valeur unitaire de 1 million d'euros ou plus: pas d'application

4.4.2 Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre

Une partie significative de cette action sera mise en œuvre en gestion indirecte avec l'Agence française de développement (AFD). Cette mise en œuvre implique la réalisation de presque toutes les activités de l'action à l'exception des "Prix" et elle contribue à atteindre les objectifs et résultats 1, 2 et 3 de l'action. Cette entité a été sélectionnée selon les critères suivants: i) il s'agit d'une initiative dont l'instruction a été préparée par l'AFD et l'UE fait une contribution financière à l'action; ii) l'entité dispose de l'expertise technique et de la capacité opérationnelle nécessaire par rapport à la nature de l'action; iii) l'action est une continuation logique de l'appui conjoint UE/AFD au développement du secteur privé et l'entité dispose donc de l'expérience terrain avérée; iv) la souplesse des procédures de l'entité pour l'octroi des appuis directs aux entreprises et la réussite de cette approche sont des facteurs déterminants; v) l'entité dispose d'une stratégie claire et partagée avec l'UE par rapport au développement du secteur privé au Bénin.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susvisée, cette partie de cette action pourra être mise en œuvre en gestion indirecte avec une autre agence d'un État Membre de l'UE disposant de l'expertise technique requise. La mise en œuvre par cette dernière alternative serait justifiée en raison des critères suivants : l'action découlant d'une priorité du gouvernement et/ou une agence d'un autre État Membre de l'UE favoriserait l'appropriation de l'action par la partie nationale.

⁵ www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

4.5 Budget indicatif

| Composantes du budget indicatif ⁶ | Contribution UE (montant en EUR) | Contribution de tiers (montant en EUR) ⁷ |
|--|-------------------------------------|--|
| <i>Objective spécifique 1: Renforcer les capacités de l'écosystème institutionnel en faveur de l'entrepreneuriat</i> | | 4 060 367 |
| Gestion indirecte avec l'AFD ⁸ | 1 430 000 | |
| <i>Objective spécifique 2: Densifier le tissu économique local par un accompagnement financier et non financier des jeunes entreprises</i> | | 10 850 367 |
| Gestion indirecte avec l'AFD | 3 200 000 | |
| <i>Objective spécifique 3: Renforcer la compétitivité des PME à fort potentiel existantes par un appui financier et non financier</i> | | 9 120 367 |
| Gestion indirecte avec l'AFD | 3 100 000 | |
| « Prix » (gestion directe) | 600 000 | 0 |
| Evaluation/Audit (gestion directe) | 60 000 | 125 000 |
| Communication et visibilité | 0 | 100 000 |
| Imprévus | 110 000 | 743 900 |
| Totaux | 8 500 000 | 25 000 000 |

4.6 Structure organisationnelle et responsabilités

Le MPME-PE assurera le pilotage du projet et il sera responsable de la mise en œuvre et du suivi global des activités du projet. Il mettra en place un Comité de Pilotage (COPIL) en charge de l'orientation stratégique du projet (composé notamment de l'AFD et de l'UE) et une cellule de suivi et de coordination qui en assurera le secrétariat, la coordination technique et budgétaire et le suivi-évaluation. Cette cellule sera en charge de coordonner les activités du projet, de mettre directement en œuvre la composante 1 (Renforcement des capacités de l'écosystème institutionnel en faveur de l'entrepreneuriat) et d'appuyer l'ADEJ et l'ANPME pour la mise en œuvre des composantes 2 et 3, respectivement. Le MPME-PE délèguera la mise en œuvre de la composante 2 (Appui au développement des jeunes entreprises) à l'ADEJ et la mise en œuvre de la composante 3 (Appui aux PME à fort potentiel) à l'ANPME. D'autres partenaires publics et des prestataires privés seront susceptibles d'être mobilisés pour la mise en œuvre de certaines activités du projet selon les modalités et procédures de l'agence de mise en œuvre (AFD).

Ce schéma permet à la fois d'assurer la qualité dans la mise en œuvre des activités, l'appropriation du projet par les différentes parties prenantes et le transfert de savoir-faire aux structures bénéficiaires.

Les bénéficiaires finaux (jeunes, entrepreneurs, femmes) seront consultés de manière régulière tout au long de la mise en œuvre de l'action.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

⁶ N.B: The final text on audit/verification depends on the outcome of ongoing discussions on pooling of funding in (one or a limited number of) Decision(s) and the subsequent financial management, i.e. for the conclusion of audit contracts and payments.

⁷ A noter que ce budget reste indicatif et les composantes susceptibles de varier à la marge. La contribution de tiers de l'AFD mentionné dans la section 4.5 ne sera pas soumises aux obligations de reporting de l'Union Européenne, qui seront circonscrites à la contribution UE (gestion indirecte avec l'AFD).

⁸ Les lignes en gestion indirecte avec l'AFD s'élèvent au total à 7 730 000 EUR, incluant la rémunération à l'AFD

Ce schéma institutionnel indicatif sera validé avant le démarrage de l'Action en fonction des éventuelles réformes institutionnelles qui interviendraient au cours des prochains mois.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Au cours de la phase de démarrage du projet, le COPIL procèdera à une confirmation du cadre logique en fonction des évolutions intervenues dans le contexte de l'intervention du projet.

Le partenaire de mise en œuvre sera responsable d'affiner les indicateurs et d'établir les valeurs de référence comme indiqué dans le cadre logique en coopération avec la partie nationale et le secteur privé béninois, le cas échéant.

Les différentes parties prenantes du projet auront une participation active autant pour la collecte de données de base que pour l'évaluation régulière des indicateurs du cadre logique dans le cadre du COPIL. Chaque acteur sera responsable de fournir les données qui correspondent aux indicateurs de leurs domaines respectifs. Par exemple, l'ADEJ apportera des données sur les jeunes entrepreneurs bénéficiaires du programme tandis que l'ANPME le fera sur les PME bénéficiaires du programme.

5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation finale sera effectuée pour cette action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants soit à travers une mission conjointe, soit contractée par la Commission ou soit par le partenaire de mise en œuvre. Celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment le fait qu'il s'agit d'une action innovante dans ce secteur.

L'évaluation inclura l'analyse des aspects genre et droits humains ainsi que les principes suivants : le respect tous les droits humains, la participation, la non-discrimination, la redevabilité et la transparence. L'action s'inscrivant dans une l'Initiative Équipe Europe, cette évaluation pourrait également être réalisée conjointement avec l'État Membre de l'UE (France/AFD).

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 3 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation, le cas échéant. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

Le module EVAL sera utilisé pour l'évaluation de la présente action.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATEGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.